











CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de mise à disposition de personnel médical
intérimaire pour le GHT Atlantique 17**

**GROUPE HOSPITALIER DE LA ROCHELLE RE AUNIS
RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER
17019 LA ROCHELLE CEDEX**

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestation de mise à disposition de personnel médical intérimaire pour le GHT Atlantique 17
	Type de contrat	Accord-cadre multi-attributaire
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Sans
	Durée / Délai	12 mois
	Reconduction	Reconductible 3 fois 12 mois
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	5
3.1 - Rappel des obligations du titulaire	5
3.2 - Modalités de contrôle et de sanction	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Durée du contrat	6
5.2 - Reconduction.....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
7 - Garanties Financières.....	7
8 - Modalités de règlement des comptes.....	7
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
8.2 - Présentation des demandes de paiement	8
8.3 - Délai global de paiement	9
8.4 - Paiement des cotraitants.....	9
8.5 - Paiement des sous-traitants	9
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
10 - Développement durable.....	9
11 - Constatation de l'exécution des prestations	9
11.1 - Vérifications	9
11.2 - Décision après vérification	9
12 - Pénalités.....	9
12.1. Pénalités pour service non fait ou retard d'exécution.....	10
12.2. Pénalités pour défection du personnel médical remplaçant.....	10
12.3 - Autres pénalités spécifiques.....	10
13 - Assurances.....	10
14 - Résiliation du contrat.....	10
14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	10
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	11
15 - Règlement des litiges et langues	11
16 - Dérogations	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Le présent marché a pour objet la prestation de mise à disposition de personnel médical intérimaire pour le/les établissement(s) du GHT Atlantique 17 suivant(s) :

- ☒ Les Hôpitaux de la Rochelle - Ré - Aunis (Etablissement support)
- ☒ Centre Hospitalier de Rochefort (Etablissement partie)
- ☒ Centre Hospitalier de Marennes (Etablissement partie)
- ☒ Centre Hospitalier d'Oléron (Etablissement partie)

La description des différentes prestations attendues sont décrites dans le CCTP.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Il sera attribué à un maximum de 3 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

L'accord-cadre sera attribué selon la méthode dite « en cascades » sous réserve d'un nombre suffisant de candidats. Cette méthode consiste à :

- ❖ Contacter en premier lieu l'opérateur économique dont l'offre a été considérée la meilleure en fonction des critères de choix énumérés dans le Règlement de consultation ;
- ❖ S'adresser au second opérateur uniquement dans le cas où le premier n'a pas la capacité de réaliser la prestation ;
- ❖ S'adresser au troisième opérateur si le deuxième n'a pas la capacité de réaliser la prestation.

En fonction du classement des offres, le prestataire ayant présenté l'offre la mieux-disante sera appelé titulaire 1, puis le prestataire classé en 2ème position sera appelé titulaire 2 et le prestataire classé en 3ème position sera appelé titulaire 3.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Le présent marché est conclu pour **un montant maximum de 4 200 000 € HT sur toute la durée du marché (reconductions comprises), tous titulaires confondus**, et réparti comme suit à titre indicatif:

- Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis :

Sans montant minimum et un montant maximum de 2 000 000 € HT

- Centre Hospitalier de Rochefort :

Sans montant minimum et un montant maximum de 1 000 000 € HT

- Centre Hospitalier de Marennes :

Sans montant minimum et un montant maximum de 600 000 € HT

- Centre Hospitalier d'Oléron :

Sans montant minimum et un montant maximum de 600 000 € HT

Le titulaire s'engage à réaliser, aux prix convenus dans l'Acte d'Engagement et ses annexes, les prestations demandées jusqu'à concurrence du montant maximum.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande dans les conditions suivantes :

L'attribution des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence des titulaires.

Les bons de commande, seront notifiés selon la méthode dite « en cascades » qui consiste à faire appel au titulaire classé premier lors de l'attribution du marché. Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre dans les délais exigés, l'acheteur s'adresse ensuite au titulaire dont l'offre a été classée deuxième et ainsi de suite.

Comme décrit à l'article 3.3 du CCTP, chaque mission devra faire l'objet d'une première demande écrite par mail au titulaire du marché. Cette demande comportera les informations nécessaires :

- la période de remplacement avec les heures de début et de fin de mission
- la spécialité
- le site d'intervention
- la date et le statut de la permanence des soins (garde sur place + astreinte) le cas échéant

Cette demande sera ensuite validée par l'envoi d'un bon de commandes

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation des prestations à réaliser ou renvoi à la proposition écrite du titulaire
- Le lieu de réalisation des prestations

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

3.1 - Rappel des obligations du titulaire

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

3.2 - Modalités de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

L'accord-cadre est conclu à compter du 07/06/2025 jusqu'au 06/06/2026.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à **3**. La durée de chaque période de reconduction **est de 12 mois**. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, **est de 48 mois**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur **au moins 3 mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents conformément au décret n°2017-1605 du 24 novembre 2017 relatif au travail temporaire des praticiens intérimaires dans les établissements publics de santé et à l'article R.6146-26 du Code de la Santé Publique.

Les prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix (annexe 1 à l'Acte d'engagement) seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 05/2025; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont fermes la première année d'exécution du marché.

A l'issue de cette période, et au moins 120 jours avant la date anniversaire du marché, le candidat pourra proposer, par courrier recommandé avec accusé réception une révision annuelle des prix calculée au moyen d'un coefficient Cn donné par la formule suivante pour la nouvelle période d'exécution du marché :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (010766599 (n) / 010766599 (o))$$

Le prix révisé est calculé par l'application au prix selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 010766599 « Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 78.20 – Services des agences de travail temporaire ».

Cette révision de prix ne saurait entraîner une variation supérieure à 2% du montant initial du marché. Au-delà de ces 120 jours, les prix seront réputés fermes pour l'année d'exécution suivante.

Cette proposition de révision doit impérativement être adressée à La Direction des Achats des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (établissement support du GHT Atlantique 17).

Pour ce faire, le titulaire utilisera obligatoirement le bordereau de prix (annexe 1 de l'acte d'engagement) sur lequel il avait initialement porté son offre de prix. Ce nouveau bordereau devra mentionner les prix d'origine, puis pour chaque révision une colonne sera rajoutée mentionnant la période de validité des nouveaux prix et sa proposition de prix unitaires révisés.

Le Groupe Hospitalier se réserve le droit de refuser cette proposition sans versement d'indemnité à l'opérateur économique. Le silence gardé par le Groupe Hospitalier vaut refus de la proposition.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Pour les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis (Siret n°200 047 835 00018)
✚ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service est obligatoire pour le dépôt des factures (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : PAYE)**
- Pour le Centre Hospitalier de Rochefort (Siret n°261 700 330 00135)
✚ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service est obligatoire pour le dépôt des factures (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : PAIE)**
- Pour le Centre Hospitalier de Marennnes (Siret n°261 700 306 00069)
✚ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le code service est obligatoire pour le dépôt des factures (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande : PAIE)**
- Pour le Centre Hospitalier d'Oléron (Siret n°261 700 371 00014)
✚ **Pour les factures issues de commandes préalablement passées, le numéro de la commande est obligatoire pour le dépôt des factures (Le code service correspond au préfixe du numéro de commande).**
- DRH PAYE code service RH

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

10 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution de l'accord-cadre.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Pénalités

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans mise en demeure préalable, le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré.

L'application ou la non-application de ces pénalités est laissée à l'appréciation de l'établissement.

Dans tous les cas, il appartiendra au titulaire de faire constater le respect de ses délais.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

12.1. Pénalités pour service non fait ou retard d'exécution

En cas de non-respect du délai d'exécution ou en cas de service non fait et par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité correspondant au prorata du nombre d'heures non réalisées :

- 1 heure de retard : - 10%
- 2 heures de retard : -20%
-

12.2. Pénalités pour défection du personnel médical remplaçant

Dans le cas où le praticien ne se présente pas pour la mission prévue et que le titulaire n'est pas capable de trouver une solution de remplacement, le titulaire ne respectant pas ses engagements pourra se voir appliquer une pénalité correspondant au tiers du montant HT de la prestation non exécutée en plus du non-paiement de la prestation.

12.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs
Non-production ou production incomplète des documents prévus au contrat : <ul style="list-style-type: none">- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de 6 mois- Les attestations et certificats prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales doivent être datés du mois précédant la date de fin de validité de l'attestation précédente.	Forfaitaire	500,00 €

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Poitiers est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services